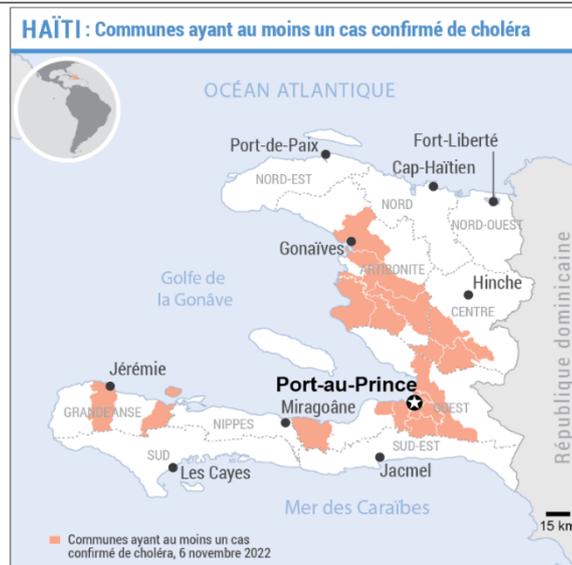


Ce rapport a été élaboré par OCHA Haïti avec la contribution des partenaires humanitaires. Il contient les dernières informations disponibles au 7 novembre 2022.

POINTS SAILLANTS

- Si le climat social semble s'apaiser, les kidnappings et les affrontements entre gangs sont en hausse.
- Le choléra continue de se propager. Le nombre de cas suspects a presque doublé en une semaine. L'expansion géographique est notable, des cas sont confirmés dans quatre départements et trois autres rapportent des cas suspects.
- Face à la hausse rapide des cas de choléra, l'augmentation des capacités de prise en charge est limitée par l'insécurité, le manque de carburant et d'intrants essentiels à la réponse.
- Selon la DGPC et la DTM de l'OIM, 113 582 personnes sont déplacées en Haïti dont 85% suite aux violences urbaines.
- Les multiples crises que connaît le pays, retarde la réouverture des écoles. Selon le secteur éducation, 4 millions d'enfants sont actuellement privés d'école.



Sources: MSPP, DELR.
Les frontières et les noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas une approbation ou une acceptation officielle par les Nations Unies.

CHIFFRES CLES

604

Cas confirmés¹ de choléra (MSPP)

6 072

Cas suspects² de choléra (MSPP)

5 275

Total cas hospitalisés (MSPP)

121

Morts du choléra³ (MSPP)

113 582

Personnes déplacées (DTM/DGPC)

APERCU DU CONTEXTE

Si l'on note un nombre plus réduit de mouvements sociaux (barricades, manifestations) à travers le pays, Haïti reste grandement affecté par les activités des gangs, particulièrement actifs au cours des dernières semaines.

Les activités de gangs entravent les déplacements via les principales routes nationales vers le Nord (RN no. 1 et 3) et le Sud (RN no. 2, respectivement au niveau de Martissant ainsi que la route de Laboule 12, route alternative utilisée pour contourner Martissant qui est bloquée depuis juin 2021).

L'accès aux principaux ports de la capitale et ses environs (Port-au-Prince APN, terminal de Varreux, terminal d'Abraham, Thor, Lafito, Les Moulins d'Haïti) reste extrêmement difficile ce qui empêche l'entrée de biens importés essentiels dans le pays, dont le carburant et des intrants critiques pour la réponse humanitaire. Le jeudi 3 novembre, après 56 jours de blocage complet, la police nationale haïtienne a annoncé avoir réussi à se repositionner à Varreux.

Aussi, la tension sur le fonctionnement des services de base continue d'augmenter et les difficultés d'approvisionnement sont encore importantes bien que l'on note une reprise de la vie économique avec la réouverture progressive de marchés locaux.

¹ Tout cas suspect ou probable avec une culture positive pour *Vibrio cholerae*.

² Toute personne présentant une diarrhée aiguë aqueuse, profuse avec ou sans vomissements et déshydratation.

³ Inclus les morts institutionnelles, communautaires et dans les prisons.

Cependant, les semaines d'arrêt ont cependant provoqué la fermeture de certaines entreprises. Le secteur du textile semble particulièrement affecté. La société Digner Manufacturing, comme de nombreuses autres entreprises textiles, a ainsi été contrainte de mettre en disponibilité sans salaire plus de 1 700 personnes.

Les kidnappings sont, par ailleurs, en hausse, ainsi que les décès et déplacements causés par des heurts entre gangs.

Les affrontements entre le gang « 400 Mawozo » et la bande à Vitelhomme dans le quartier Village de Noailles à Croix-des-Bouquets ont ainsi causé la mort d'au moins 16 personnes dont sept pour la seule journée du 17 octobre, tandis que 12 viols ont été rapportés et 200 personnes ont fui auprès de communautés hôtes depuis le 12 octobre, ce qui porte le nombre total de décès dans la commune de Croix-des-Bouquets à 71 entre le 10 et le 21 octobre selon le [Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme](#).

Le 28 octobre, Éric Jean Baptiste, Secrétaire Général du Rassemblement des démocrates nationaux progressistes (RDNP) et ancien candidat à la présidence d'Haïti et son garde de corps ont été assassinés.

Au cours des dernières semaines, trois journalistes ont également été la cible d'attaques. Roberson Alphone, journaliste d'investigation pour l'unique quotidien du pays Le Nouvelliste et par ailleurs animateur d'une émission de radio populaire, a été victime d'une tentative d'assassinat le 25 octobre. Le corps de l'animateur d'une radio locale, Garry Tesse, a été retrouvé dans la ville des Cayes au sud du pays après sa disparition le 18 octobre. Le 30 octobre 2022, c'est le journaliste Romelson Vilcin qui a été assassiné au Commissariat de Delmas 33 en couvrant l'arrestation de son confrère Robeste Dimanche qui était en garde à vue. Selon le Réseau National de Défense des Droits Humains, au moins 19 journalistes ont été assassinés ou blessés depuis janvier 2022 en Haïti.

Dans ce contexte, la plupart des acteurs internationaux ont réduit leur présence sur le territoire au minimum opérationnel. Certains ont même annoncé leur fermeture temporaire. Ainsi, la Banque Mondiale a pris la décision de fermer ses portes pour 30 jours à compter du 18 octobre et le Japon a fermé son ambassade en Haïti le 24 octobre pour une durée indéterminée. Cible récurrente d'attaques criminelles et de pillages au cours des derniers mois, l'ONG Caritas Haïti a également temporairement fermé son bureau depuis le 25 octobre.

Le 24 octobre, la Croix-Rouge haïtienne, ainsi que le Comité International de la Croix-Rouge et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ont publié un [communiqué de presse](#) appelant au respect des droits humanitaires, à la protection de la mission médicale, à l'accès humanitaire et au respect de l'emblème de la Croix-Rouge.

Face à la situation, les 15 membres du Conseil de sécurité des Nations Unies ont adopté à l'unanimité le 21 octobre la [résolution 2653](#) co-écrite par les États-Unis et le Mexique, visant à mettre en place un régime de sanction (interdiction de voyager, gel des avoirs et embargo sur les armes ciblées) contre les membres des gangs et leurs proches.

SITUATION HUMANITAIRE

Choléra

Situation générale

Au 6 novembre 2022, le rapport de situation du ministère de la Santé publique et de la Population (MSPP) rapportait 121 morts, 604 cas confirmés et 6 072 cas suspects de choléra dans le pays, dont 5 275 cas hospitalisés.

En l'espace d'une semaine le nombre de cas suspects a ainsi augmenté de près de 92% comparé aux 3 157 cas suspects au 30 octobre. L'expansion géographique de l'épidémie est notable, si les confirmés se concentrent dans les départements de l'Ouest, du Centre, de l'Artibonite et de la Grand'Anse, on recense des cas suspects dans le département des Nippes (42), du Nord-Est (7) et du Sud (5). Au-delà d'Haïti, le risque de propagation est élevé notamment pour la République dominicaine voisine qui a confirmé un premier cas importé de choléra le 20 octobre 2022.

Les enfants de moins de 15 ans représentent toujours plus de 40% des cas suspects. Selon UNICEF, près de 100,000 enfants de moins de cinq ans souffrant déjà de malnutrition aiguë sévère sont particulièrement vulnérables leur système immunitaire affaibli et multiplie par trois le risque de mourir s'ils contractent le choléra. A Cité Soleil, 8,000 enfants de moins de cinq ans sont ainsi à risque en raison de la menace combinée d'émaciation sévère et de choléra.

Par ailleurs, au 6 novembre, plus de 140 cas suspects dont 8 confirmés ont été identifiés sur le site Hugo Chavez, l'un des principaux sites de déplacés de la capitale. Parmi ces cas, 21 ont été référés vers les centres de traitement du choléra (CTC) les plus proches avec l'appui du Centre Ambulancier National (CAN).

Santé

Principaux besoins et priorités :

- Renforcer la prévention, préparation et de la réponse dans les départements.
- Poursuivre les efforts en termes de surveillance épidémiologique notamment au niveau communautaire.
- Augmenter la disponibilité des intrants médicaux, notamment des sérum, sel de réhydratation et autres intrants en particulier pour la prise en charge pédiatrique.

Réponse en cours :

Prise en charge

Au 2 novembre, 19 CTC sont opérationnels, 15 dans le département de l'Ouest, deux dans celui du Centre, un dans l'Artibonite et un dans le Sud. Au 6 novembre, la capacité d'hospitalisation dans les 15 CTC du département de l'Ouest était de 606 lits, avec un taux d'occupation moyen de 84%. Ce dernier connaît une nette augmentation ce qui souligne le besoin d'accroître plus rapidement les capacités de prise en charge, notamment dans les communes de Carrefour et Delmas qui ont respectivement atteint les 100% et 65% d'occupation.

De plus, la continuité des services des CTC déjà ouverts est rendue difficile par la crise du carburant. La fondation GHESKIO qui gère deux CTC a alerté sur ses difficultés à rester ouverte. Par ailleurs, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a informé n'être en mesure d'obtenir qu'un tiers des 70 000 gallons de carburant nécessaires pour desservir 9 CTC à Port-au-Prince et les hôpitaux partenaires. L'accès des personnes malades est également compromis par l'insécurité et le coût prohibitif des trajets en taxi-motos.

Par ailleurs, 14 Points de Réhydrations Oral Avancé (PRO+) sont actuellement ouverts dans le département de l'Ouest. De plus petite taille que les CTC, ils apportent une première prise en charge de proximité et de court terme aux patients afin de leur fournir les intrants nécessaires à leur rétablissement. L'ouverture de plus d'espace de PRO+ est une priorité mais est retardée par le manque d'intrant (chaises, lits adaptés, sérum de réhydratation orale...) et de ressources humaines. Au niveau de Cité Soleil, plusieurs institutions identifiées pour la mise en place de PRO+ ont subi des inondations.

En parallèle, Médecin du Monde (MdM) Argentine a incorporé un volet réponse au choléra à ses projets autour du renforcement de neuf institutions sanitaires à travers des cliniques mobiles pour assurer la prise en charge des soins de santé primaire notamment pour les enfants et les femmes.

Intrants

Malgré les difficultés d'approvisionnement, plusieurs partenaires humanitaires soutiennent les CTC et les populations les plus à risques avec la distribution de kits choléra.

Ainsi, au cours de la semaine allant du 17 au 23 octobre 2022, MdM Argentine a distribué 1 554 kits santé/hygiène constitué de sceau contenant du savon, des purificateurs d'eau, du sérum de réhydratation oral (SRO) et autres produits hygiéniques.

L'UNICEF a distribué des kits, des intrants médicaux et des équipements pour la prise en charge des patients dans le département de l'Artibonite. Ces intrants transportés par le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS), permettront la prise en charge et de réhydrater 240 patients par voie intraveineuse, et 1 000 autres avec du sérum oral.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a fourni plus de 75 000 articles hygiène et choléra aux CTC, à la population locale et aux détenus des prisons.

Le 19 et 25 octobre, la Haitian health foundation a soutenu la Direction Sanitaire de la Grand'Anse dans ses distributions d'intrants pour les institutions des communes de Pestel, Corail, Bonbon et Jérémie.

GOAL a également distribué 520 kits choléra à des familles vulnérables et des écoles dans ses zones d'intervention.

Surveillance épidémiologique

Afin d'améliorer la surveillance épidémiologique, le MSPP soutenu par l'UNICEF et l'Organisation panaméricaine de la Santé/Organisation mondiale de la Santé (OPS/OMS), a mis en place un système de réponse appelé Moto Labs qui permet de déployer des motocyclettes dans les zones affectées afin d'amener les échantillons au laboratoire. Ces derniers devraient

permettre d'augmenter le nombre d'échantillons reçu et de réduire la durée entre le prélèvement et l'analyse des échantillons. Cependant, les Moto Labs restent confrontés aux contraintes de déplacement liées à l'insécurité.

De plus, au 24 octobre, 300 ASCP ont été déployés dans les communes les plus affectées par le choléra. Ces derniers ont reçu une formation par OPS/OMS et la Direction Sanitaire de l'Ouest sur la réponse communautaire au choléra et la surveillance épidémiologique avec une attention particulière sur l'allaitement durant l'épidémie, le soutien psychosocial, les violences basées sur le genre et l'utilisation des kits choléra.

Outre le déploiement des ASCPs, de nombreuses ONG participent à la surveillance épidémiologique dans leurs zones d'intervention, c'est notamment le cas de GOAL dans les communes de Carrefour, Cite Soleil et Port-au-Prince grâce aux organisations communautaires de base avec lesquelles ils travaillent.

Fin octobre, l'OIM a officiellement lancé le module choléra de la matrice de suivi des déplacements (DTM), en coordination avec le MSPP et l'OPS/OMS. Au cours de sa première semaine, il a permis d'identifier près de 350 cas possibles de choléra et 13 décès communautaires dans 9 communes et plus de 100 quartiers de la zone métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPAP).

Enfin, la fondation Flowminder met à disposition du MSPP, et d'autres acteurs sur le terrain, des analyses sur la mobilité de la population en utilisant les données de téléphonie mobile anonymisées de Digicel qui permettent de prédire les zones susceptibles d'avoir de nouvelles épidémies en croisant ces données avec les cas de choléra rapportés. Ces analyses permettent notamment d'orienter la prise de décisions par rapport à l'allocation des ressources dans la réponse au choléra. Selon la [première analyse](#) parue, les communes qui subissent actuellement la plus forte pression infectieuse sont Léogâne (Ouest), Cabaret (Ouest), Thomazeau (Ouest), Dessalines (Artibonite), Miragoâne (Nippes).

Eau potable, assainissement et hygiène (EPAH)

Principaux besoins et priorités :

- *Augmenter l'accès à l'eau potable et aux services d'hygiène et d'assainissement, en particulier dans les zones les plus affectées.*
- *Renforcer les actions communautaires en termes de gestion des déchets.*
- *Renforcer les capacités d'analyse des points/sources d'eau (bactériologiques et chlore résiduel) au niveau national.*

Réponse en cours :

Une réponse efficace en matière d'EPAH est critique afin d'endiguer la propagation de la maladie.

Afin d'augmenter la distribution d'eau et soutenir le fonctionnement des CTC et des services de santé, l'UNICEF a fourni 6 000 gallons de diesel aux autorités nationales et aux partenaires du secteur. L'UNICEF a également approvisionné la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) en chlore pour les points d'eau dans les zones sensibles ainsi que les centres de traitement.

Selon une enquête conduite par Concern Worldwide sur 14 quartiers de Cité Soleil, l'un des principaux foyers épidémiologiques du pays, durant le mois d'octobre, 65% des sondés ne disposent pas d'eau d'usage dans les quartiers, 91% n'ont pas accès à l'eau potable et 70% ne disposent pas de point de lavage des mains.

En réponse à cette situation, Concern conduit, dans ses zones d'intervention à Cité Soleil, des activités d'atténuation des risques notamment via l'installation de points de lavage de mains, et la distribution de matériel pour l'assainissement et l'hygiène à des structures de santé et de la protection civile communale. Dans la même commune, MdM Argentine a également installé 4 points de lavage de mains et au cours des deux dernières semaines, l'UNICEF assure la livraison quotidienne d'eau potable pour 2,250 personnes.

Les sites de déplacés qui abritent de nombreuses familles dans des conditions insalubres sont particulièrement à risque. Durant la dernière semaine d'octobre, Solidarités International a approvisionné le site de déplacé de la place Hugo Chavez avec 6,200 gallons d'eau de boisson via camion-citerne en complément de l'eau de service fournie par la DINEPA. Solidarités a également effectué la vidange des 15 latrines mobiles et évacué 36 m³ de déchets solides du site.

Dans un contexte de pénurie de carburant, Solidarités International a alerté sur l'augmentation des coûts des prestations. A titre d'exemple, le cout de la fourniture de 2,800 gallons d'eau de boisson est passée de 10,000 gourdes haïtiennes (HTG) (78 USD) à 20 000 HTG (156 USD).

Par ailleurs, Solidarités a installé six points de chloration dans la commune de Port-au-Prince, 13 points de lavage de mains dans des marchés et cinq points de réhydratation orale au niveau du quartier La Providence.

GOAL est également engagé dans la réponse EPAH et a notamment soutenu la décontamination des foyers de personnes en contact avec le choléra ainsi que la réhabilitation d'un captage alimentant un château d'eau de la DINPEA afin de fournir une eau de meilleure qualité pour les habitants de Cité Canada dans le Haut Turgeau, un quartier de la commune de Port-au-Prince.

Communication avec les communautés

Principaux besoins et priorités :

- *Combattre la désinformation et les rumeurs sur le choléra.*
- *Mener des campagnes de sensibilisation sur le choléra, les bonnes pratiques d'hygiène et la prise en charge au niveau national.*

Réponse en cours :

Tandis qu'une part significative de la population haïtienne ne croit pas en la véracité de la nouvelle épidémie de choléra, le renforcement de la communication avec les communautés est critique. Les ONG internationales, nationales et locales forment la première ligne de réponse pour casser les chaînes de contamination grâce à leur ancrage local.

A travers les ASCP, les organisations communautaires de base et les leaders politiques et religieux locaux, les partenaires travaillent à sensibiliser la population sur le choléra, les bonnes pratiques d'hygiène pour prévenir la maladie et la prise en charge des symptômes. Dans le département de l'Ouest, ces activités sont notamment menées par GOAL (plus de 2 800 personnes touchées à Port-au-Prince), Solidarités International (615 personnes à Port-au-Prince et 1 500 déplacés dans le site de la place Hugo Chavez), MdM Argentine (quelque 3 000 ménages à Cité Soleil), World Dynamic (600 ménages à Pétion-Ville et Carrefour) et Planète Jeune (384 ménages à Gressier). Dans le département des Nippes, à travers des foires de sensibilisation, Malteser international a sensibilisé 600 ménages à Petit-Trou-de-Nippes et Baradères.

Logistique et accès humanitaire

Principaux besoins et priorités :

- *Continuer le soutien aux partenaires humanitaires en termes de carburant en fonction des priorités établis par la coordination de la réponse choléra.*
- *Faciliter l'entrée d'intrants critiques pour la réponse sur le territoire (dédouanement).*
- *Rétablir rapidement l'accessibilité aux installations portuaires afin de pouvoir libérer les intrants et équipements nécessaires à la réponse actuellement bloqués dans les ports.*
- *Poursuivre et renforcer le transport aérien des personnes et des biens vers les départements affectés.*

Réponse en cours :

Outre le manque de carburant, l'un des enjeux principaux de la réponse à la crise du choléra en Haïti est le manque d'intrants et de lits qui limitent l'expansion de la réponse. En effet, le blocage des principaux ports du pays et la hausse de la demande mondiale due aux trop nombreuses épidémies limitent drastiquement l'approvisionnement.

Dans ce contexte, l'appui de UNHAS est critique pour acheminer dans le pays et répartir dans les zones les plus touchées le matériel et les intrants. Entre le 12 septembre et le 31 octobre, UNHAS a effectué 205 vols, transporté 991 passagers et 21,419 kg de cargo pour les partenaires humanitaires.

Ce sont près de 100 lits choléra achetés en République dominicaine par OPS/OMS pour Haïti qui ont ainsi pu être acheminés dans le pays grâce à UNHAS. Avec le Programme de médicaments et de fournitures essentielles (PROMESS), UNHAS et OPS/OMS ont également coordonné le don de 2,5 tonnes de fournitures médicales par l'ONG Haïti Health et le MSPP à l'hôpital de Saint-Boniface à Fonds des Blanc dans le département du Sud.

Par ailleurs, malgré les difficultés d'approvisionnement en carburant, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) continue de soutenir au mieux les partenaires, en particulier ceux mobilisés dans la réponse au choléra. Au 3 novembre, le PAM avait soutenu 24 partenaires avec 40 000 gallons de carburant.

Santé

Malgré l'ouverture d'espace de prise en charge des cas de choléra, la situation des structures de santé du pays reste dramatique. Selon l'OPS/OMS, sur les 22 principales institutions sanitaires du pays, seules quatre fonctionnent correctement, sept ont dû fermer un ou plusieurs de leurs services. Plus de 86% des institutions peinent à se procurer du carburant, quelque 64% ne disposent pas d'intrants suffisants pour fonctionner normalement, et près de 41% connaissent des problèmes de personnel.

Comme évoqué plus tôt, le blocage des principaux ports empêche de nombreuses structures de santé et partenaires humanitaires d'accéder à des intrants essentiels pour la prise en charge des patients choléra ou autre. Ainsi, depuis le 22 octobre, des structures dénoncent le risque croissant de pénurie d'oxygène dans le pays, les bouteilles d'oxygène étant bloquées dans le port de Lafito.

Par ailleurs, le 1^{er} novembre, Réseau National des Groupes Sanguins de Rhésus Négatifs a alerté sur les graves conséquences de la crise actuelle sur le fonctionnement du centre national de transfusion sanguine. En effet, l'organisation d'activités de collectes de sang est compromise notamment par le manque de carburant qui ont conduit à l'annulation de collectes de sang face aux difficultés des donneurs à se rendre aux distributions

Sécurité alimentaire et nutrition

Dans leur [rapport sur la réponse en Haïti d'octobre 2022](#), la FAO indique que, depuis le début de l'année, le coût du riz a augmenté de 26%, celui des haricots de plus de 30% et celui de l'huile de cuisson de 44%. Dans ce contexte, le panier alimentaire de base est hors de portée pour de nombreux Haïtiens ce qui accentue leur insécurité alimentaire. La situation est encore aggravée par la récente épidémie de choléra, le manque d'eau potable, l'inflation qui a atteint 63% en une année et l'augmentation des prix du carburant ce qui risque de pousser davantage de personnes à la limite de la survie.

Dans la commune de Cité Soleil, où 5% de la population connaît un niveau d'IPC Catastrophe (Phase 5), le PAM et ses partenaires ont repris les distributions de nourriture au profit de plus de 6 000 personnes vulnérables avec des rations alimentaires pour 15 jours.

Depuis le 6 octobre, le PAM a également fourni quotidiennement des repas chauds pour 900 personnes dans plusieurs sites de déplacés et CTC.

Au total entre le 12 septembre et le 24 octobre, le PAM et ses partenaires ont pu soutenir 25 428 personnes avec une aide d'urgence dans les départements du Nord, du Centre et de la ZMPAP avec plus de 228 698 dollars distribués en cash, 177,6 MT de denrées distribuées et 23,400 repas chaud servis.

Par ailleurs, le secteur Sécurité alimentaire continue de soutenir les activités de création d'actifs dans le but de donner aux groupes de population marginalisés et vulnérables les moyens d'investir dans leurs propres moyens de subsistance et leurs communautés. Entre le premier et troisième trimestre, les partenaires du secteur ont ainsi distribué une assistance alimentaire à 780 000 personnes et une assistance en intrants agricoles et de soutien aux moyens d'existence à 170 000 personnes ainsi que renforcé les capacités de coordination de réponse aux urgences de 1 400 personnes. Le 26 octobre, le PAM a remis à 357 ménages (1 785 bénéficiaires) des communautés les plus vulnérables de la municipalité de Maniche (Sud) un montant de 2 963 600 HTG (environ 250 000 USD) pour la création d'actifs communautaires en vue d'une résilience à long terme aux chocs climatiques.

Afin de continuer à soutenir ses actions, le 2 novembre, le PAM a reçu 17 tonnes de ration alimentaires des Etats-Unis, avec le support logistique de UPS. Ces rations permettront de fournir une assistance alimentaire à 22 000 bénéficiaires.

Le 25 octobre, l'UNHAS a effectué un vol cargo spécial pour transporter 3 tonnes du complément alimentaire Plumpy Doz du Cap-Haïtien à Port-au-Prince. Avec ce Plumpy Doz, le PAM, en partenariat avec MdM, effectuera des distributions à Cité Soleil jusqu'à la fin du mois de décembre, parallèlement au dépistage de la malnutrition et à la sensibilisation.

Par ailleurs, Malteser International participe à la prise en charge d'enfants malnutris dans 5 centres à l'Asile, Baradères et Petit-Trou-de-Nippes dans le département des Nippes avec 800 enfants suivis pour la période août à octobre 2022.

Protection

Dans [une fiche d'information sur les déplacements internes publiée le 23 octobre](#), la DGPC et la DTM de l'OIM ont présenté les dernières estimations sur les déplacements internes en Haïti au 31 août 2022. Selon cette nouvelle évaluation, 113 582 personnes sont déplacées en Haïti dans les départements de l'Ouest, du Sud et de la Grand'Anse. Parmi ceux-ci, 21%, 24 212 personnes déplacées internes (PDI), sont abrités dans 71 sites. Environ 85% ont été déplacés par les violences urbaines, et 15% par le tremblement de terre de 2021.

Au 31 août 2022, la ZMPAP comptaient 87 895 PDI par les violences entre gangs, y compris 21 684 personnes vivant dans 36 sites de déplacement et 66 211 établis au sein de 160 communautés hôtes. Les violences observées dans la capitale depuis juin 2021, ont également engendré le déplacement de nombreuses personnes vers les régions du sud d'Haïti; la DGPC et la DTM ont ainsi identifié 9 252 personnes dans les départements du Sud et de Grand'Anse ayant fui l'insécurité de Port-au-Prince.

De nombreux sites ne reçoivent pas le soutien nécessaire à assurer des conditions de vie minimale. Selon une analyse de l'OIM et de la DGPC au mois d'octobre 2022, sur 33 sites de la ZMPAP, les sept partenaires qui participent à la réponse sur les sites (MDM Suisse, MSF Hollande, Solidarités International, Hôpital Belle-Fontaine, OIM, PAM et UNICEF) ne sont présents que dans 22% des sites.

Tandis que les conflits entre gangs reprennent de l'ampleur, la réponse aux violences basées sur le genre (VBG) est critique.

À Croix-des-Bouquets, un projet conjoint de l'ONUSIDA, de l'UNFPA, de l'UNICEF et du PNUD sur le soutien aux femmes et aux filles vulnérables touchées par la violence des gangs a été lancé le dimanche 23 octobre, grâce à un partenariat avec le Refuge des Femmes d'Haïti, une organisation communautaire de femmes. La première phase a consisté à sensibiliser 120 jeunes, principalement des filles, à la prévention du choléra (et à la distribution de kits choléra/VIH), à la violence sexiste et à la prévention du VIH/IST. La planification de la formation professionnelle des femmes en situation de vulnérabilité est en cours.

D'autres acteurs sont mobilisés dans la ZMPAP notamment, MDM qui mène des activités de sensibilisation sur les VBG sur Fontamara, Canaan, Bourdon et Tabarre, fourni une assistance en cash à 847 survivant.e.s. et un appui psychologique. Dans le cadre du projet santé mentale financé par le Fonds pour la consolidation de la paix, Rapha International fourni une assistance aux survivant.e.s de VBG à Cité Soleil (services médicaux et thérapeutiques initiaux, prise en charge psychologique, relocalisation assistance financière pour les soins de maternité). Afin de renforcer le relèvement précoce, trois petites entreprises ont été créées, outillées et soutenues financièrement pour les activités génératrices de revenus. Au total, 92 femmes et trois hommes ont été formés à la gestion de petites entreprises et ont eu un soutien financier pour lancer 95 activités génératrices de revenus.

Dans le département de la Grand'Anse, le partenaire J/P Haitian Relief Organization a donné un support psychosocial à 560 personnes victimes de violence, parmi lesquels 88 cas de violences sexuelles pendant les séances d'appui psychosocial réalisées sous forme de groupes de parole. Le partenaire a également référé 56 cas à l'Hôpital Saint-Antoine pour être appuyés par un psychologue et autres soins médicaux grâce à l'appui de quatre organisations communautaires de base et sept Comités de Protection mis en place.

Éducation

Selon le secteur Education, près de 4 millions d'enfants sont actuellement privés d'école.

Si le nombre d'écoles ouvertes dans le pays est encore très faible, plusieurs espèrent pouvoir accueillir les élèves à partir du 7 novembre, grâce à des initiatives locales (comités de parents, associations communautaires).

Migration

Malgré un contexte extrêmement tendu, les retours forcés vers Haïti continuent. Durant la semaine du 17 au 24 octobre 2022, plus de 5.000 Haïtiens ont été rapatriés depuis la République dominicaine pour immigration illégale.

Face aux rapatriements forcés vers Haïti, dans un [communiqué de presse publié](#) le 3 novembre 2022, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a appelé les Etats à être solidaire avec Haïti en suspendant tous les rapatriements d'Haïtiens, en raison de la crise humanitaire et sécuritaire auquel le pays fait face.

Appui international

Afin de soutenir la réponse, le 17 octobre 2022, l'OPS/OMS a publié un [appel d'urgence](#) de 12,75 millions de dollars US pour lutter contre la résurgence du choléra en Haïti en particulier à travers le renforcement de la surveillance épidémiologique et l'augmentation des capacités de prise en charge dans les zones les plus à risque.

La communauté humanitaire en collaboration avec les autorités nationales travaille sur un Appel éclair Choléra + qui sera publié dans les jours à venir. Cet appel a pour objectif de fournir rapidement le support financier nécessaire pour endiguer la propagation du choléra en Haïti, à travers des activités EPAH et santé, et répondre aux besoins humanitaires dans les zones les plus affectées par la maladie, en particulier en matière de sécurité alimentaire, nutrition, protection (choléra+). Des financements seront également alloués pour soutenir les capacités logistiques des partenaires humanitaires et renforcer l'accès de la population aux services de base.

De nombreux pays et partenaires techniques et financiers s'engagent pour la réponse à la crise humanitaire haïtienne.

En réponse à une épidémie de choléra en Haïti, l'USAID a annoncé le 20 octobre avoir livré du matériel pour l'eau et l'assainissement dont un système d'hydratation de 5 000 litres pour fournir de l'eau potable. Le 24 octobre, un vol affrété par

USAID a permis l'acheminement en Haïti de 49 m3 d'équipement médical et EPAH de la réserve stratégique de OPS/OMS au Panama.

L'USAID prévoit également d'ouvrir un pont humanitaire aérien entre Miami et Port-au-Prince deux fois par mois. Il s'agira d'un vol charter gratuit pour toutes les organisations humanitaires exonérées d'impôts et enregistrées en Haïti, destiné à soutenir leur réponse à la crise du choléra. Le premier vol devrait être programmé entre le 20 et le 25 novembre.

Le 21 octobre, l'UE a alloué un million d'euros (970 600 USD) de financement d'urgence pour fournir des interventions sanitaires dans le pays. Ce financement soutiendra les opérations sanitaires de ses partenaires humanitaires en Haïti et leur permettra de réactiver rapidement les mécanismes de réponse et les infrastructures mises en place lors de la précédente épidémie, d'intensifier la surveillance et la prestation de soins, de renforcer la coordination et la réponse conjointe avec le ministère haïtien de la Santé."

L'Agence Française de Développement a également annoncé que les 650 000 dollars US de financement destiné à la fondation Gheskio pour la réponse à la covid-19 seraient réorientés pour soutenir la réponse au choléra dans les deux CTC gérés par la fondation notamment à travers l'achat d'intrants (en particulier SRO, cathéter) et d'équipements de protection (blouses, gants...) afin d'apporter une assistance vitale aux malades.

Le Fonds fiduciaire multi-partenaires (MPTF) pour la réponse au choléra en Haïti, créé après l'épidémie de 2010 pour fournir une assistance aux victimes du choléra, a décidé d'allouer à l'OPS/OMS et à l'UNICEF 1 million chacun.

La République dominicaine a autorisé l'exportation de 25 000 gallons de diesel vers Haïti par la multinationale AFA Trading ce qui devrait permettre d'alimenter trois hôpitaux et un parc industriel.

Le 24 octobre, le Premier ministre canadien Justin Trudeau a tenu une deuxième série d'entretiens avec les dirigeants de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) sur la détérioration rapide de la situation humanitaire et sécuritaire en Haïti. Il a parlé de la création du "Programme conjoint pour la Police nationale haïtienne", un fonds commun multi-donateurs sur la sécurité en Haïti géré par le PNUD. Le Premier ministre a annoncé un financement initial de 10 millions de CAD (7,3 millions USD) de la part du Canada et de 3 millions de dollar US de la part des États-Unis et a encouragé les membres de la CARICOM à contribuer également.

Contacts :

Christian Cricboom, Chef de bureau, cricboom@un.org

Elsa Bedouk, Chargée de l'Information Publique et du Reporting, elsa.bedouk@un.org